

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 novembre 2004
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-neuvième session
Points 56 n) et 163 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et les organisations régionales et autres : coopération
entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation
pour la sécurité et la coopération en Europe**

La situation dans les territoires azərbaydjanais occupés

**Lettre datée du 18 novembre 2004, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des renseignements concernant la situation née du conflit dans la région du Haut-Karabakh et aux alentours et les prises de position de plus en plus belliqueuse des dirigeants azərbaydjanais qui font obstacle à des négociations en vue d'un règlement pacifique de ce conflit.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer d'urgence le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 56 n) et 163 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Armen **Martirosyan**



Annexe à la lettre datée du 18 novembre 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le bellicisme de l'Azerbaïdjan – hier et aujourd'hui

Depuis qu'a éclaté le conflit du Karabakh, l'Azerbaïdjan en est toujours revenu à l'emploi de la force au lieu de tenter de régler pacifiquement la question. Même après l'établissement du cessez-le-feu en 1994 et tout au long du processus de négociation de la présente décennie, l'Azerbaïdjan a persisté dans sa rhétorique de recours à la force et ses déclarations belliqueuses contre les Arméniens du Karabakh et l'Arménie avec, malheureusement, un regain d'intensité ces dernières années. L'Azerbaïdjan ne s'est pas engagé envers le processus de négociation, rejetant toutes les propositions présentées au cours des dernières années par les coprésidents du Groupe de Minsk. Les extraits de discours rhétoriques cités ci-après sont de nouveaux exemples de son refus de s'engager dans la recherche d'un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh et d'ouvrir des processus parallèles, afin de gagner du temps en faveur de ses aspirations militaires.

- Le Président Ilham Aliyev a à plusieurs reprises déclaré à sa nation que l'Azerbaïdjan pouvait lancer une nouvelle guerre au Karabakh : « Nous devons être capables à tout moment de libérer nos territoires par des moyens militaires. Nous avons tout pour y parvenir. » Aliyev affirme que l'Azerbaïdjan deviendra bientôt une forte puissance économique, dont la « supériorité » militaire sera encore renforcée. « Dans ces conditions, nous ne pouvons réagir positivement aux appels au compromis » (source : *Zerkalo*, 23 juillet 2004). L'Azerbaïdjan a porté ses dépenses militaires à plus de 217 millions de dollars (source : Institut international d'études stratégiques (IIES) : *The Military Balance*) pour acquérir des chars, de l'artillerie et des avions supplémentaires (source : Nations Unies *Registre des armes classiques*). Aliyev a averti que si les Arméniens ne capitulent pas, « nous leur fracasserons la tête » (source : Turan, via BBC Monitoring, 27 octobre 2000).
- Le porte-parole du Ministère azerbaïdjanais de la défense, le colonel Ramiz Melikov, a déclaré : « D'ici à 25 à 30 ans, il n'y aura plus d'État arménien dans le sud du Caucase. Cette nation a été une source de désagrément pour ses voisins et n'a aucun droit de vivre dans cette région. L'Arménie d'aujourd'hui a été édifée sur des territoires azerbaïdjanais historiques. Je crois que d'ici à 25 à 30 ans, ces territoires relèveront de nouveau de l'autorité de l'Azerbaïdjan. » (source : *Zerkalo*, 4 août 2004). Après le meurtre brutal d'un soldat arménien lors d'un stage de langue anglaise de l'OTAN en Hongrie en février dernier, Melikov a qualifié le soldat azerbaïdjanais Ramil Safarov qui a avoué le meurtre d'« officier talentueux et discipliné », ajoutant « en tant qu'Azeri, je comprends et appuie les actes de Safarov ». Melikov n'a pas exclu la possibilité, à l'avenir, d'agressions analogues contre des Arméniens (source : Regnum, 25 février 2004).
- L'Ambassadeur azerbaïdjanais auprès du Conseil de l'Europe, Agshin Mekhtiyev, a annoncé d'autres agressions contre des Arméniens, ajoutant qu'il ne « conseillerait pas aux Arméniens de dormir tranquillement dans leurs lits » (source : *Zerkalo* 24 février 2004). Un parlementaire et ancien garde du corps

d'Heydar Aliyev, Siyavush Novruzov, a déclaré à Terry Davis, émissaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, que des « incidents similaires » pourraient se produire également à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à moins que le conflit du Karabakh ne soit réglé en faveur de Bakou (source : Ekho, 27 février 2004). Elmira Suleimanova, qui exerce les fonctions d'ombudsman des droits de l'homme, a déclaré que Safarov devrait servir d'« exemple pour la jeunesse azerbaïdjanaise » (source : *Zerkalo*, 28 février 2004).

- Le Ministère azerbaïdjanais de la sécurité nationale a publiquement et aussi, selon certains médias, clandestinement encouragé une rhétorique et des activités dirigées contre les efforts de paix au Karabakh. En 2004, cet héritier du KGB de l'ère soviétique a organisé un concours public en vue de récompenser les « meilleurs » films et ouvrages prenant pour cible les Arméniens, dont les lauréats ont reçu du Ministre Namik Abbasov des prix allant jusqu'à 2 000 dollars (source : <www.azertag.com>, 26 mars 2004). Des fonctionnaires azéris ont condamné les contacts avec les Arméniens visant au rétablissement de la paix (Track II), et des groupes liés au Ministère de la sécurité nationale se sont attaqués à des militants pacifistes azéris (source : Azerbaïdjan News Service (ANS), via BBC Monitoring, 3 novembre 2001, 16 avril 2002; *525ci Gazet*, 11 mai 2002; *Zerkalo*, via BBC Monitoring, 30 avril 2003; Institute for War and Peace reporting (IWPR) Caucasus Report, 1^{er} mai 2003).
- Vafa Gulizade, conseiller d'Heydar Aliyev pour la Sécurité nationale, a exigé que « les Arméniens soient pour toujours chassés d'Azerbaïdjan », estimant que, si l'Azerbaïdjan ne combat pas et ne chasse pas tous les Arméniens, « ils finiront par acheter des biens immobiliers à Bakou ... essayant ainsi de se rendre maîtres de l'Azerbaïdjan » (source : Azadlyq, via BBC Monitoring, 10 octobre 2001). « Toute la population arménienne du Haut-Karabakh devrait en être expulsée ... ce problème ne sera pas réglé tant que les Arméniens seront dans le Haut-Karabakh » (source : Yeni Azerbaycan, via BBC Monitoring, 14 novembre 2001). « S'ils veulent obtenir l'autonomie sur notre terre, que l'on nous laisse obtenir l'autonomie à Zangezour et Goyca [région méridionale et orientale de l'Arménie], ce qui permettra de relier l'Azerbaïdjan à la Turquie par la terre » (source : ANS, via BBC Monitoring, 6 avril 2002).
- Un membre du Parlement azerbaïdjanais appartenant au parti au pouvoir Yeni Azerbaycan, Asia Manafova, a déclaré : « Notre peuple doit s'acquitter de sa dette envers Heydar Aliyev [le défunt Président] et libérer le Karabakh des occupants arméniens. Pour y parvenir, nous sommes prêts à suivre l'exemple des patriotes tchéchènes et à nous livrer à des attentats-suicides à la bombe ». Manafova a engagé d'autres membres du Parlement à commettre également ce type d'attentat (source : <www.regnum.ru>, 15 décembre 2003). La chaîne de télévision azéri progouvernementale ANS a été celle qui s'est le plus vivement opposée à tout contact avec les Arméniens et à prôner la guerre, suggérant, entre autres, de recruter des kamikazes parmi les milliers d'enfants orphelins et sans abri vivant en Azerbaïdjan (source : ANS, via BBC Monitoring, 13 octobre 2002).

- Le Ministre azerbaïdjanais de la défense, le général Safar Abiyev, qualifie de « normales » les violations occasionnelles du cessez-le-feu de 1994, vu que l’Azerbaïdjan est toujours « en guerre » (source : Sarg, via BBC Monitoring, 14 août 2003). Abiyev affirme des prétentions sur le territoire arménien : « L’Arménie ne doit jamais oublier que ce que l’Azerbaïdjan a accepté hier ne sera plus accepté aujourd’hui et demain. L’Azerbaïdjan ne voudra pas d’un État séparé – Nakhichevan, d’une part, et la plus grande partie du territoire azerbaïdjanais, de l’autre. Demain, la question sera soulevée » (source : Ekho, 16 mai 2003). Interrogé sur le point de savoir si l’armée azéri est prête à « aller à Erevan », Abiyev a répondu : « Nous pouvons même aller plus loin » (source : ANS, via BBC Monitoring, 22 mars 2002). Il prétend que « l’État arménien a été créé sur des terres azéris occupées sur une superficie de 29 000 kilomètres carrés » (source : <www.ans.az>, 7 décembre 2001).
-